

Du nucléaire à la dette, les chantiers de Bernard Fontana à la tête d'EDF

Le PDG du groupe public doit prendre officiellement ses fonctions lundi 5 mai. Il devra piloter une série de dossiers complexes, de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires à la relance de l'hydroélectricité

Bernard Fontana n'a pas encore officiellement pris ses fonctions qu'un monceau de dossiers attend déjà le futur président-directeur général du groupe public EDF (quelque 191 000 salariés). Ou plutôt « *éd* », comme le dit l'intéressé, façon de rappeler la signification de ces trois lettres, bien connues dans tout le pays, depuis huit décennies : Electricité de France.

C'est à l'issue de l'assemblée générale de l'électricien, fixée au lundi 5 mai par l'Etat actionnaire, que le dirigeant de 64 ans pourra effectuer ses débuts formels, par décret du président de la République, Emmanuel Macron. L'Elysée l'avait proposé à ce poste dès le 21 mars, dans un communiqué lapidaire, sans même prendre le temps de mentionner Luc Rémont, non reconduit au bout d'à peine plus de deux ans de mandat.

Au regard des défis qui se dressent devant lui, Bernard Fontana assure avancer sans « *vertige* », comme il l'a déclaré, mercredi

30 avril, d'abord auditionné par la commission des affaires économiques du Sénat, puis par celle de l'Assemblée nationale. Un grand oral (55 voix pour, 40 contre) obligatoire, conformément à l'article 13 de la Constitution.

Continuer à redresser la production nucléaire

Le polytechnicien l'a écrit noir sur blanc aux parlementaires, dans des réponses de 28 pages à un questionnaire préalable, vendredi 25 avril. Puis il l'a exprimé à l'oral, cinq jours plus tard. La première de ses priorités, en tant que patron d'EDF, sera de « *poursuivre le rétablissement de la production du parc nucléaire* » français, principale source électrique du pays.

C'est-à-dire de faire en sorte que les 57 réacteurs aujourd'hui exploités par l'entreprise, répartis dans 18 centrales, retrouvent « *des niveaux cohérents avec les meilleurs standards internationaux* ». Optimisation des périodes

d'arrêt pour maintenance, espacement des cycles de recharge en uranium, voire augmentation de puissance pour certains équipements... des pistes existent. Soit pour réparation, soit pour contrôle, un phénomène de corrosion sur certaines tuyauteries avait réduit la disponibilité des réacteurs français en 2022, et donc leur production, avant même l'arrivée de Luc Rémont : 279 térawattheures (TWh) sur l'ensemble de l'année. Après une remontée en 2023 (320 TWh) et 2024 (près de 362 TWh), EDF vise, depuis janvier, une fourchette comprise entre 350 et 370 TWh pour 2025, comme pour 2026 et pour 2027. Voir 400 TWh à l'horizon 2030, niveau jamais atteint depuis... 2015.

S'accorder avec les clients de l'industrie

Pour avoir occupé la vice-présidence du sidérurgiste ArcelorMittal, puis été à la tête du cimentier

Holcim, Bernard Fontana « *aime l'industrie* ». Aux commandes d'EDF, il devra rapidement trouver « *des marges de manœuvre* » pour conclure de nouveaux contrats de fourniture d'énergie avec les industriels électro-intensifs, ces clients dont l'activité (chimie, sidérurgie, ciment, verre...) nécessite une forte consommation électrique. Comme prévu par la loi de décembre 2010, le mécanisme obligeant l'opérateur à vendre une partie de sa production nucléaire à prix cassé disparaîtra au 1^{er} janvier 2026.

Malgré une relative liberté commerciale, les discussions menées par Luc Rémont ont achoppé sur le futur prix de vente des électrons. De quoi exaspérer l'Etat actionnaire, qui impose à EDF des injonctions contradictoires. D'un côté, être rentable. De l'autre, vendre son courant à un prix abordable. « *C'est plus que jamais en tant qu'entreprise que le groupe EDF doit aborder l'avenir* », écrivait Luc Rémont, le 30 avril, dans un courriel d'adieu aux salariés, consulté par *Le Monde*. Sous-entendu : en tant qu'entreprise refusant de brader son électricité, dans un marché libéralisé.

Lancer la construction de nouveaux réacteurs

Depuis 2015, Bernard Fontana a eu le temps de se familiariser avec le nucléaire, puisqu'il s'apprête maintenant à quitter Framatome, filiale d'EDF spécialisée dans les chaudières de réacteurs.

Charge à lui, désormais, de « *maîtriser les délais et les coûts* » dans leur ensemble, pour lancer le nouveau programme nucléaire de l'électricien national : soit au moins six réacteurs de grande puissance à faire sortir de terre, voire huit autres par la suite, tels

Fin 2024, l'endettement financier net d'EDF dépassait encore 54 milliards d'euros

qu'annoncés, en février 2022, par Emmanuel Macron. Les estimations des coûts de construction ont déjà grimpé de 30 % (67 milliards d'euros pour six unités), selon un chiffrage prévisionnel d'EDF, fin 2023. Mais l'électricien n'a toujours pas rendu de devis. Sa décision finale d'investissement se fait attendre, et l'Etat actionnaire s'impatiente. Initialement, la première mise en service était annoncée pour 2035. Depuis le dernier conseil de politique nucléaire, le 17 mars, l'Elysée parle plutôt de... 2038.

Il faut dire que le tout premier EPR (European Pressurized Reactor) en service dans le pays, réacteur n° 3 de la centrale de Flamanville (Manche), invite à la prudence. Il aura fallu douze ans de retard et de surcoûts pour qu'il se connecte enfin au réseau électrique, le 21 décembre 2024, avec une facture totale dépassant 19 milliards d'euros (en euros de 2015, avant l'inflation, environ 23 milliards aujourd'hui).

Relancer aussi l'hydroélectricité

S'il veut « *permettre la relance de l'investissement dans le parc hydroélectrique d'EDF* », Bernard Fontana aura à régler un vieux contentieux avec la Commission européenne. Depuis vingt ans, malgré

la libéralisation des marchés de l'énergie, le groupe français refuse d'ouvrir à la concurrence l'exploitation de ses grands barrages.

Jusque-là, ce blocage juridique empêche tout chantier significatif, notamment pour des stations de transfert d'énergie par pompage, système permettant de stocker l'électricité renouvelable. Or, non seulement EDF est l'unique exploitant du parc nucléaire dans l'Hexagone, mais c'est aussi le principal hydraulicien du pays, pour un mix de production déjà très largement bas carbone. A condition de « *maintenir le contrôle de l'outil industriel* », le dirigeant se dit prêt à un « *effort* » sur « *la tarification d'une partie raisonnable de la production* » hydroélectrique.

Sur un tout autre registre, il entend « *mener à bien les projets d'éolien en mer déjà attribués à EDF en France* » ; un domaine encore à ses prémices.

Supporter la dette

Fin 2024, l'endettement financier net d'EDF dépassait encore 54 milliards d'euros. « *La dette du groupe devrait s'accroître compte tenu des besoins de financement du nouveau programme nucléaire français* », estime Bernard Fontana, dans ses réponses écrites aux parlementaires. D'après lui, la capacité de l'électricien national à investir malgré tout demandera trois choses : renforcer son « *efficacité opérationnelle* », c'est-à-dire produire plus de courant ; réserver les injections de capital aux projets « *les plus essentiels et les plus rentables* » ; mais aussi trouver « *les modalités de financement et de partage de risque des grands projets industriels* », y compris avec l'Etat, redevenu actionnaire unique en juin 2023. ■

ADRIEN PÉCOUT